

ont un droit égal au respect et au bonheur que le riche et l'intelligent. Pourquoi regardons-nous avec désapprobation et méfiance les millions d'hommes et de femmes qui, en Afrique et en Asie, prennent au sérieux le cri de bataille «Liberté, égalité, fraternité» qui a remué l'Europe et l'Amérique les siècles passés? Dans notre propre intérêt et pour la cause de la paix mondiale, nous devons chercher, par l'exemple et par des mesures d'aide pratique, à les convaincre qu'en choisissant les éléments de la civilisation occidentale qui conviennent et s'appliquent à leur situation, ils peuvent atteindre leurs buts en étant des hommes libres sans abandonner les particularités les meilleures de leur propre culture. Voilà pourquoi il est regrettable que le Canada réduise, à l'heure actuelle, sa contribution au plan de Colombo.

Il est important aussi que nous ayons assez de franchise et d'humilité pour reconnaître que nous sommes loin d'avoir réalisé l'idéal de la démocratie. Il reste encore beaucoup à faire. Il est certes notre devoir de procéder aux redressements qui s'imposent dans notre structure sociale pour pouvoir mieux répondre aux nécessités des temps actuels. En politique, les attitudes et les pratiques qui nous sont dictées par la tradition devront s'assouplir, être plus flexibles.

La caractéristique la plus évidente de la vie politique canadienne actuelle est la présence de cinq groupes dont quatre sont fortement représentés au Parlement. Il serait utopique de penser que l'un ou l'autre des partis représentés à la Chambre puisse être rapidement dispersé, désaffecté ou anéanti. Des élections hâtives ne feraient qu'accentuer ces scissions sans assurer l'établissement d'un gouvernement stable. Il ne faudrait pas s'alarmer d'un tel état de choses. Il faut s'attendre à des différences d'opinions de bon aloi entre des gens libres, car elles ne constituent pas un danger dans une démocratie arrivée à maturité. En nous efforçant d'atteindre à une certaine stabilité, cependant, nous ne devons pas oublier que tout gouvernement devient un tyran insupportable s'ils n'est pas constamment l'objet d'une surveillance et d'une critique sans réserve.

Il nous incombe avant tout, monsieur le président, de reconnaître le problème qui consiste à savoir comment diriger les affaires du pays avec un gouvernement minoritaire. C'est un appel impérieux lancé à chacun d'entre nous, députés ministériels et membres de l'opposition, de faire preuve d'ingéniosité, d'imagination et de sagesse. Une analyse minutieuse de tout le concept du gouvernement et de l'opposition s'impose. Depuis la confédération, nous avons pensé surtout en fonction de deux grands partis. L'opposition

était considérée comme un gouvernement de remplacement dont le regard était sans cesse rivé sur le pouvoir. Son ambition constante était «d'évincer les coquins», ce qui voulait dire, bien sûr, le gouvernement du temps.

A mon avis, cet aspect de notre patrimoine politique a besoin d'être évalué de nouveau à l'heure actuelle. Pour une bonne part, nos attitudes et nos relations politiques sont orientées vers le passé. Nous devons nous efforcer constamment d'atténuer l'hostilité et la rivalité et de trouver des terrains d'entente et de compromis si nous voulons que les changements s'opèrent d'une façon ordonnée au XX^e siècle et que le Parlement canadien inspire encore plus de respect. Jan Masaryk, le grand homme d'État tchécoslovaque, a dit: «L'agitation n'est pas un programme». A mon sens, il est démodé de considérer le Parlement comme un champ de bataille plutôt que comme une tribune de discussion rationnelle et sérieuse; c'est un gaspillage, c'est inintelligent et sans inspiration.

La semaine dernière, lorsque le premier ministre nous a donné à entendre qu'il avait consulté les chefs des autres partis au sujet de la crise cubaine, chacun ici a applaudi. On se demande pourquoi la même façon de procéder n'aurait pas pu être employée l'été dernier, à propos des pourparlers de Londres. De plus, on se demande pourquoi la même méthode digne d'un homme d'État ne pourrait pas être suivie aujourd'hui pour faire face à la crise du chômage, car, pour le sans-travail, le chômage est une crise.

A mon avis, nous devrions prendre une nouvelle mentalité et adopter une nouvelle technique d'administration publique pour nous adapter à notre système actuel où il y a plus de deux partis. Si les savants canadiens du Conseil de recherches pour la défense s'étaient contentés de recourir à des techniques du XIX^e siècle, ils n'auraient jamais pu lancer un satellite et nous n'aurions jamais entendu parler de l'«Allouette». Cependant, nous, députés, continuons à penser trop fréquemment — nous en avons la preuve ce soir — en fonction d'attitudes et d'usages politiques suivis par sir John A. Macdonald et George Brown il y a cent ans. Nous sommes au siècle du progrès technique. Notre siècle est aussi celui des innovations politiques. De grands changements politiques surviennent en Europe, en Afrique et en Asie. En comparaison, notre problème qui consiste à trouver une méthode d'action coopérative au sein du Parlement canadien ne devrait pas être trop difficile à résoudre. En tout cas, la situation actuelle sera la pierre de touche des qualités d'homme d'État et de l'ingéniosité que peuvent fournir, les mois prochains, tous les partis à la Chambre.